



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Office fédéral du développement territorial ARE

Dialogue développement durable Suisse 2010

Une croissance «verte» est-elle conciliable avec le principe de la durabilité?

Rapport sur la manifestation / Berne, le 8 septembre 2010



Impressum**Editeur**

Office fédéral du développement territorial ARE
CH-3003 Berne

Rédaction

Christoph B. Keller, Radio DRS2
Daniel Dubas, ARE
Christine Richard, ARE

Traduction

Michel Curchod, Lausanne

Photos

Manu Friederich, Berne

Conception graphique

SIRKOM GmbH, Wünnewil

Mode de citation

Dialogue développement durable Suisse 2010
Une croissance «verte» est-elle conciliable avec le principe de la durabilité?
Office fédéral du développement territorial ARE

Commande

Téléchargeable sous www.are.admin.ch/dialogue
Disponible aussi en allemand

10.2010

Introduction

En politique et en économie, la croissance «verte» est une réponse fréquemment évoquée pour faire face à la situation économique difficile. L'ONU met en avant l'initiative «Economie verte» et l'OCDE développe une Stratégie pour la croissance verte. Les technologies propres, les énergies renouvelables ou les bâtiments verts sont aussi devenus des concepts standards en Suisse. La question du rapport entre ces nouveaux concepts avec le développement durable se pose dans le cadre du renouvellement de la Stratégie pour le développement durable du Conseil fédéral en 2011.

Maria Lezzi, directrice de l'Office fédéral du développement territorial ARE, a souligné dans son allocution de bienvenue qu'elle se réjouissait de discuter avec les personnes présentes du sens des théories de croissance verte pour la Suisse, de leur compatibilité et des conditions de celle-ci avec le principe de la durabilité et de leur intégration dans la Stratégie du Conseil fédéral pour le développement durable.



Les fondements

Dans leurs exposés introductifs, les deux conférenciers Moustapha Kamal Gueye et Christoph Müller ont différencié les deux concepts d'économie verte et de croissance verte.



Moustapha Kamal Gueye, le premier conférencier, est directeur par intérim de l'Unité de conseil pour l'initiative Economie verte du PNUE, l'organisation environnementale de l'ONU. Il était auparavant Senior Manager auprès du Centre international du commerce et du développement durable (CICDD) à Genève. Il a également travaillé à l'Institute for Global Environment Studies et a acquis de l'expérience auprès de Toyota Motor Corporation. Il a passé son doctorat en sciences économiques à l'Université Nagoya, Japon.

Crises internationales, nombre croissant de pauvres, rareté déjà manifeste de l'énergie, raréfaction des denrées alimentaires, perte de biodiversité et menace aiguë pesant sur le climat: Moustapha Kamal Gueye a exposé de façon convaincante les sombres perspectives pour le développement de la planète. Selon lui, la demande d'énergie croissante entraînera notamment un réchauffement de l'atmosphère bien supérieur aux deux degrés fixés par l'ONU, dont les écosystèmes ne seront pas les seuls à souffrir gravement. Car la conjoncture, d'après les pronostics, diminuerait aussi de 5 à 10%.

«On ne se soucie que de ce que l'on peut mesurer», a fait remarquer Moustapha Kamal Gueye pour expliquer que le produit intérieur brut en tant que critère général du bien-être des nations ne recense pas toute une série d'activités et de valeurs humaines. Il existe encore un grand besoin de rattrapage, surtout concernant l'évaluation des contributions immatérielles des pays pauvres à la diversité culturelle et écologique.

L'initiative Economie verte du PNUÉ s'arrime maintenant aux expériences de la dernière crise économique. A partir de là, divers pays ont déjà mis en route de grands programmes conjoncturels aux objectifs «verts», la Chine en tête avec un programme conjoncturel «vert» qui représente 5,2% du produit intérieur brut. La Chine met notamment en œuvre d'importants programmes d'encouragement où les éléments de l'«économie verte» sont repérables au moins dans les approches: investissements nettement plus élevés dans les secteurs économiques qui renforcent le capital naturel et réduisent les risques écologiques, en particulier énergies renouvelables, utilisation plus efficace de l'énergie, voies de transport durables, etc. Mais seules des réformes politiques au niveau national pourront les imposer, a souligné M. Kamal Gueye.

Avec ses explications sur l'exemple de l'Ouganda, M. Kamal Gueye a explicitement regardé la problématique depuis le Sud et mis en évidence le potentiel de l'agriculture biologique: en trois ans, le pays a triplé ses exportations dans ce secteur. Le passage des énergies actuelles fossiles aux énergies renouvelables représente un potentiel au moins aussi grand. M. Kamal Gueye a souligné que «des investissements de 630 milliards de dollars US dans le domaine des énergies renouvelables pouvaient créer 20 millions d'emplois jusqu'en 2030». Il faut également investir plus de ressources dans la pêche durable, avec la possibilité de quadrupler le revenu brut mondial du secteur.

Mustapha Kamal Gueye a reformulé plusieurs fois l'idée centrale de l'exigence d'efficience, non seulement dans l'allocation des ressources, mais surtout dans le capital. Une transformation n'est possible qu'à condition de supprimer des subventions nuisibles, de créer de nouvelles incitations et d'exploiter le sol et la terre avec efficience, ce qui nécessite toutefois des mesures radicales au niveau national et international, a-t-il souligné.

Le deuxième intervenant du matin était **Christoph Müller**, chef de division à la Chancellerie fédérale d'Autriche, responsable des domaines de l'environnement, des transports, de la protection du climat, du développement durable et de l'énergie nucléaire. Il représente l'Autriche dans divers organismes internationaux tels que l'OCDE et il est chargé de cours à la Haute école zurichoise des sciences appliquées.



Il a lui aussi commencé son exposé en portant un regard critique sur le paradigme largement admis de la croissance économique indéfinie: il a démontré que la croissance économique mondiale la plus forte, de 82%, a eu lieu entre 1980 et 2002 et a ainsi mené la Terre à ses «limites physiques». Le découplage entre les activités économiques et la consommation de ressources naturelles est donc le mot d'ordre du moment. D'après les thèses

de l'économiste Hans Christoph Binswanger, la théorie économique courante ne peut pour l'instant envisager un tel développement sans croissance économique. Il faudrait pourtant réfléchir à des alternatives, réclame Ch. Müller.

Christoph Müller a ensuite rejeté la position du «business as usual», qui suppose que les mécanismes du marché résoudre en fin de compte le problème des ressources et la problématique du climat. Il a montré plus de sympathie pour la position radicale selon laquelle les limites biophysiques représentent le cadre essentiel de l'action humaine. Il juge en revanche réalistes des positions réformistes qui considèrent le progrès technique comme un facteur essentiel de croissance; la plupart des agences considèrent les «Directed Green Technologies» comme la clé de la transformation.

L'OCDE et le concept de croissance verte suivent cette stratégie dite réaliste. Comme l'initiative Economie verte du PNUE, ils prônent l'abandon des subventions nuisibles à l'environnement et à l'économie. Il est prévu de favoriser l'accélération de l'innovation et une consommation respectueuse de l'environnement par une politique cohérente, composée d'instruments fondés ou non sur le marché, des mesures pour le marché du travail étant indispensables. L'OCDE exige en outre le développement d'un nouveau concept de calcul de la croissance respectueuse de l'environnement.

Christoph Müller a aussi abordé brièvement les objectifs principaux d'«Europe 2020», la stratégie de croissance de l'Union européenne, pour porter encore une fois un regard critique sur le concept de croissance. Des mesures radicales sont nécessaires pour réduire l'obsession de la croissance, a-t-il dit en se référant de nouveau à Hans Christoph Binswanger. Il est indispensable de réformer radicalement le droit des entreprises, le système monétaire et les formes de propriété si on veut atteindre l'objectif d'une économie durable, a-t-il conclu.

Table ronde



Lors de la table ronde qui a suivi, les personnalités politiques et économiques suivantes ont confronté leurs opinions: **Antoinette Hunziker-Ebnetter**, directrice de l'entreprise de conseil Forma Futura; **Aymo Brunetti**, chef de la Direction de la politique économique au Secrétariat d'Etat à l'économie SECO; **Robert Cramer**, conseiller aux Etats du Parti écologiste pour le canton de Genève, et **Dominique Reber**, membre de la direction d'économiesuisse, responsable d'Infrastructures, Energie et Environnement. Sous la direction de **Christoph Keller**, chef de la rédaction société de la radio suisse DRS2, elles ont discuté de la question de savoir si une croissance verte était conciliable avec le principe de la durabilité.

Les participants se sont d'emblée déclarés partisans de la technologie propre: une technologie qui ménage l'environnement et s'oriente vers l'efficacité. Elle est le facteur clé d'une économie prospère et compétitive au niveau international, a souligné **Dominique Reber**. L'économie suisse est déjà en tête, avec une part de technologie propre supérieure à 30%. Aymo Brunetti a insisté sur la thèse selon laquelle l'économie se réforme le mieux et de la façon la plus durable lorsqu'elle est en croissance. Il a rappelé que la Conférence de Copenhague sur le climat était tombée en pleine crise économique et que ce facteur avait largement contribué à son échec. Mais le Seco, qu'il ne faut pas considérer comme le porte-parole de l'économie, ne souhaite pas favoriser exclusivement la croissance. Robert Cramer a soutenu cette attitude pragma-



Robert Cramer a soutenu cette attitude pragmatique.

tique, tandis qu'Antoinette Hunziker-Ebnetter a renvoyé au fait que des investissements durables n'étaient pas envisageables sans une claire perspective «verte».

La table ronde a ensuite pris parti sans discussion pour l'économie verte. Il n'est plus possible d'occulter ces questions dans le cadre d'une politique économique viable à long terme. On était en désaccord uniquement sur le chemin pour y parvenir.



Antoinette Hunziker-Ebnetter a clairement mis dans ses interventions sur le pouvoir des flux financiers. En fin de compte, a-t-elle souligné, les décisions d'investissement des investisseurs tant institutionnels que privés sont déterminantes pour savoir quelles entreprises et quel type d'économie sont jugés viables à long terme. Il est également important de sensibiliser le public à la nécessité d'une économie «verte» et durable, ce qui est impossible sans éducation. Robert Cramer a rappelé la nécessité que la politique définisse des lignes de conduite claires, tandis que Dominique Reber a renvoyé au fait qu'elle ne l'a justement pas fait lors de la Conférence de Copenhague.

Seul un accord international contraignant garantirait que la transformation de l'économie en direction de l'économie verte n'entraîne pas de désavantages comparatifs. **Aymo Brunetti** a aussi regretté l'échec de la Conférence de Copenhague, mais a tenu à constater que la transformation de l'économie résulterait non pas d'une impulsion unique, mais de toute une série de facteurs. Les facteurs de marché sont toutefois déterminants, a-t-il souligné. Antoinette Hunziker-Ebnetter a aussi défendu cette position, rappelant en particulier que l'on ne pouvait pas simplement attendre que les conventions internationales adéquates soient élaborées pour transformer l'économie. Il faut préparer le terrain maintenant.

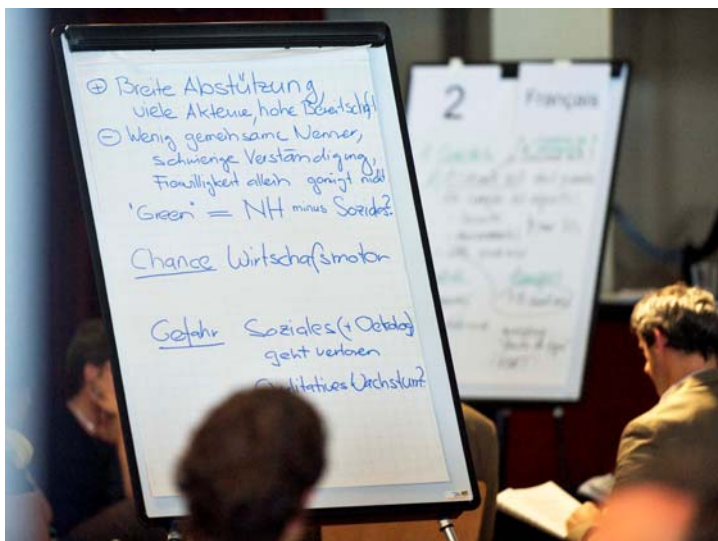


La question de savoir dans quelle mesure la Suisse doit assumer un rôle de pionnier, avec ses produits de haute technologie, spécialisés et reposant en grande partie sur des technologies propres, a été controversée. **Robert Cramer** a certes admis clairement que l'économie suisse a un grand potentiel dans ce domaine, mais s'est montré plus réticent face aux distorsions possibles du marché. Un rôle dirigiste et interventionniste de l'Etat n'entraîne en ligne de compte pour aucun des participants à la table ronde.

Une internalisation des coûts environnementaux a en revanche été largement approuvée lors du dernier tour de table. A la question de savoir ce qui était déterminant pour lui dans la formulation d'une future politique climatique durable de la Suisse, Aymo Brunetti a répondu qu'il fallait internaliser les coûts. L'économie verte, tel a été le consensus de la table ronde, repose sur une transformation du marché; la mutation commencera lorsque les manquements aux principes de la durabilité se seront plus gratuits.

Groupes de travail

L'après-midi a été consacrée à une **partie participative**.



Sous modération professionnelle, six groupes de travail au total ont élaboré leurs principales conclusions sur les développements précédents. Les réponses aux questions posées sur les principaux points de repère ont été très diverses. La plupart des groupes étaient étonnamment d'accord sur la remise en question du concept de croissance. «Qu'est-ce que la croissance? Qu'est-ce qui est bon?» pouvait-on lire sur un tableau papier; d'autres ont noté le concept de «produit de bonheur brut» et d'autres encore ont estimé qu'il était «nécessaire de nous demander ce qui génère de la croissance».

Après une introduction de **Daniel Wachter**, chef de la section Développement durable, qui a présenté les questions centrales relatives à la stratégie 2012-2015 de la Confédération pour le développement durable, les participants se sont mis à formuler, en deux étapes, leurs exigences envers la future stratégie de la Confédération pour le développement durable. Lors du premier tour, les demandes formulées ont été très diverses, aussi bien dans l'évolution visée que dans l'évaluation. Quelques points communs sont toutefois ressortis lors de la présentation finale et de l'évaluation. La plupart des groupes ont encore une fois souligné qu'il fallait remettre en question le produit intérieur brut comme indicateur central du bien-être d'une nation. L'importance de la formation et de la formation continue a aussi été relevée en rapport avec l'innovation. Les participants ont également jugé central d'internaliser les coûts environnementaux, d'instaurer la vérité des coûts et de garantir l'allocation efficace des ressources.





Les participants attendent de la Confédération une stratégie de développement durable claire et cohérente qui anticipe les futurs défis écologiques et sociaux dans le domaine du développement économique et mette en œuvre des approches de résolution adéquates.

